

Royaume du Maroc



المندوبية السامية للتخطيط
HAUT-COMMISSARIAT AU PLAN

المملكة المغربية

BUDGET ECONOMIQUE PREVISIONNEL 2011

Janvier 2011

SOMMAIRE

<i>Avant-propos</i>	1
<i>Synthèse</i>	3
1. L'environnement international	13
1.1-La croissance économique mondiale selon les grandes zones.....	15
1.2. L'évolution des prix des matières premières	21
2. L'économie nationale en 2010	22
2.1. La croissance économique.....	22
2.2. L'évolution des composantes du PIB.....	27
3. Les perspectives de l'économie nationale en 2011	29
3.1.Les hypothèses sous-tendant les prévisions	29
3.2.La croissance économique.....	34
3.3-Les composantes du Produit Intérieur Brut.....	35
3.4-Le financement de l'économie	37
3.4.1-Le revenu national brut disponible et l'épargne nationale	37
3.4.2-Les finances publiques	38
3.4.3-Les finances extérieures	39
3.4.4-La masse monétaire et ses contreparties	40
ANNEXES STATISTIQUES	43

Avant-propos

Le Haut Commissariat au Plan publie, chaque année au mois de janvier, le budget économique prévisionnel qui présente une révision des perspectives retenues dans le budget économique exploratoire publié au mois de juin.

Dans ce cadre, le Budget Economique Prévisionnel 2011 présente une nouvelle estimation de la croissance de l'économie nationale en 2010 et les perspectives d'évolution des principaux agrégats macroéconomiques en 2011 et leurs effets sur le financement de l'économie.

L'élaboration de ces prévisions économiques se base sur les résultats des enquêtes trimestrielles et des travaux de suivi et d'analyse de la conjoncture économique menés par le Haut Commissariat au Plan et d'autres départements ministériels et organismes financiers durant le deuxième semestre de 2010.

Le budget économique tient compte également des effets, sur l'activité économique nationale, des différentes dispositions fiscales et budgétaires de la loi de finances 2011, adoptée par le Parlement au mois de décembre. Il prend en considération, par ailleurs, toutes les nouvelles données de la conjoncture internationale enregistrées en 2010 et de celles attendues en 2011.

Il convient de noter, à ce propos, que ces estimations des agrégats macroéconomiques pour 2010 seront actualisées par le Haut Commissariat au Plan au printemps 2011, lors de l'arrêté des comptes de la nation pour l'année 2010.

Quant aux perspectives économiques de 2011, elles seront révisées au mois de juin, dans le cadre de l'élaboration du budget économique exploratoire pour l'année 2012.

Synthèse

L'activité économique nationale devrait connaître une amélioration du rythme de croissance en 2011 pour s'établir à 4,6% au lieu de 3,3% estimé pour 2010, notamment sous l'effet de la poursuite d'une politique budgétaire et monétaire favorable à la consolidation de la demande intérieure et de l'amélioration continue de la demande extérieure adressée au Maroc.

Ces évolutions devraient permettre aux activités non agricoles de maintenir une croissance de 5% en 2011, soit le même rythme estimé en 2010. En outre, le secteur primaire, basé sur une hypothèse moyenne pour la production céréalière prévue à 70 millions de quintaux durant la campagne agricole 2010/2011, dégagerait une croissance modeste de 2% en 2011 après une baisse d'environ 7,1% en 2010. En matière d'inflation, le prix implicite du PIB serait en hausse de 2,5% en 2011 au lieu de 0,8 estimé en 2010.

➤ L'environnement international

Les perspectives économiques publiées récemment par les institutions internationales¹ confirment la reprise de la croissance économique mondiale amorcée en 2010 et prévoient sa consolidation en 2011 et 2012. Le rythme de croissance retenu en automne 2010 a été, ainsi, révisé à la hausse, malgré les difficultés de la dette souveraine de certains pays avancés, et de la persistance des déséquilibres macroéconomiques, notamment du marché de l'emploi et des échanges extérieurs.

Sur cette base, la croissance économique mondiale devrait être de 4,4% en 2011 et de 4,5% en 2012 au lieu de 5% estimé en 2010. La croissance prévue pour 2011 et 2012 serait, certes, en retrait par rapport à celle de 2010. Elle devrait, néanmoins, s'inscrire dans un sentier d'évolution plus réaliste de la dynamique économique mondiale. Les rythmes positifs de croissance observés pour 2010 viennent, en effet, après les taux

¹ Selon les perspectives économiques du FMI janvier 2011 et octobre 2010, l'OCDE et la Commission Européenne en décembre 2010.

négatifs de 2009. En outre, les facteurs temporaires qui ont stimulé la croissance en 2010 devraient s'atténuer, au fur et à mesure que les politiques publiques de relance, mises en œuvre dans les pays avancés et émergents, devraient laisser place aux mécanismes du marché.

Dans ce contexte, de nouvelles politiques économiques, coordonnées dans le cadre du G20, sont adoptées progressivement pour accompagner la reprise à court et moyen terme, en opérationnalisant les facteurs structurels de la relance. Elles s'inscrivent dans un processus de régulations des marchés financiers, en accordant une grande attention à la gouvernance des institutions financières internationales dans le but d'assurer plus de transparence et d'équité à la nouvelle architecture économique mondiale.

Ces politiques traitent, par ailleurs, des mécanismes économiques permettant un rééquilibrage interne et externe de l'économie mondiale. Une démarche différenciée entre les pays avancés et les pays émergents et en développement tend à renforcer les exportations dans les pays développés d'une part, et la consolidation de la demande privée dans les pays émergents et en développement d'autre part.

Globalement, l'ensemble des régions devraient contribuer à la consolidation de la reprise économique, particulièrement les économies avancées, qui étaient les plus touchées par la crise internationale, avec une croissance négative de 3,4% en 2009 contre un taux positif de 2,6% pour les pays émergents et en développement. Les économies avancées enregistreraient ainsi une croissance de 2,5% en 2011 au lieu de 3% en 2010.

Les économies émergentes et en développement, de leur côté, devraient s'inscrire dans le sentier d'une croissance plus forte de l'ordre de 6,5% en 2011 au lieu de 7,1% en 2010. Cette croissance continuerait de profiter de la poursuite des performances des pays asiatiques et des pays de la région MENA et de l'Afrique subsaharienne, qui ont résisté pendant la phase aigüe de la crise économique mondiale et avaient maintenus des croissances positives.

Ce dynamisme de l'économie mondiale, ainsi que le prolongement de sa vigueur durant l'année 2012, conjugué à la baisse de l'offre de certains produits agricoles sur le marché international, suite aux pertes induites par les intempéries climatiques, devraient exercer des pressions sur les prix internationaux, notamment ceux du pétrole et des produits alimentaires de base. Le cours moyen du pétrole, qui était d'environ 79 dollars le baril en 2010, devrait atteindre près de 90 dollars en 2011, soit un retour progressif vers son niveau élevé de 2008. Les prix des produits de base, de leur côté, devraient enregistrer une hausse de 11% en 2011, après les 23% observés en 2010.

Par ailleurs, l'évolution de la parité euro-dollar se traduirait par un renforcement de la position de la monnaie européenne par rapport au dollar américain, et la parité atteindrait 1,39 en 2011 au lieu de 1,33 observée en 2010. La compétitivité de la Zone euro serait, en conséquence, affaiblie vis-à-vis des produits américains.

Cependant, les pays avancés devraient continuer à mettre en œuvre des politiques monétaires accommodantes et soucieuses d'absorber l'inflation importée et de contenir, ainsi, la hausse des prix à la consommation aux alentours de 1,6%. En revanche, les pays émergents et en développement, notamment ceux non producteurs de pétrole devraient connaître un accroissement des prix intérieurs d'environ 6% en 2011.

Malgré cette hausse des prix au niveau international, la vigueur de la demande mondiale devrait maintenir le commerce international sur son sentier de croissance forte. Son volume en biens et services s'accroîtrait de 7,1% en 2011 au lieu de 12% en 2010 et d'une baisse de 10,7% en 2009.

➤ L'économie nationale

• La situation économique en 2010

L'évolution de l'environnement international en 2010 aurait exposé l'économie nationale aux effets de la forte hausse des cours internationaux des produits de base. Il

lui aurait offert, parallèlement, de nouvelles marges d'opportunités, notamment pour l'élargissement de ses débouchés en matière d'exportation.

Les politiques budgétaires entreprises, notamment la révision à la hausse des dépenses publiques de soutien des prix à la consommation au titre de l'année 2010 pour atteindre 25 milliards de dirhams au lieu de 14 milliards de dirhams adopté dans la loi de finances, aurait permis d'absorber le choc de la hausse des prix internationaux et de maîtriser l'inflation. Parallèlement, l'assouplissement de la politique monétaire pour faire face au ralentissement de la liquidité a permis au Maroc de préserver le pouvoir d'achat des ménages et de soutenir la compétitivité de l'économie nationale. La hausse des prix intérieurs à la consommation, n'aurait pas dépassé 1% en 2010 et celle du prix implicite du PIB de 0,8%.

Ces actions favorables à la maîtrise de l'évolution des prix intérieurs, conjuguées à l'importance de l'investissement public consolidé en 2010 et la vigilance du Comité de Veille Stratégique instauré par le gouvernement en 2009, auraient entretenu le dynamisme de la demande intérieure et extérieure, et par conséquent leur contribution à la performance des activités non agricoles.

Dans ces conditions, l'économie nationale aurait connu un léger ralentissement en 2010, en affichant une croissance estimée à 3,3% au lieu de 4,9% en 2009 et 5,6% en 2008. Cette évolution s'explique par une reprise des activités non agricoles, à un rythme estimé à 5% qui aurait compensé la baisse de l'activité du secteur primaire de 7,1% en comparaison avec les performances enregistrées en 2009.

Sur le registre des composantes du PIB, la croissance économique de 2010 aurait certes bénéficié de la consolidation de la demande intérieure, mais également du nouveau dynamisme de la demande extérieure. Les exportations de biens et services en volume se seraient accrues de près de 14,4% en 2010, soit un rythme largement supérieur à celui des importations de l'ordre de 5,7%. Les exportations nettes auraient contribué ainsi pour 1,9 point à l'accroissement du PIB, après une contribution négative de moins 2,8 points entre 2007 et 2009.

Quant à la demande finale intérieure, sa contribution à la croissance n'aurait pas dépassé 1,4 point en 2010, en raison du recul de la variation de stocks qui n'aurait représenté que 3,9% du PIB au lieu de 6,2% en 2009. Les variations du stock auraient enregistré une contribution négative de 2,5 points à la croissance, après une contribution positive de 1,2 point en 2009. Alors que la consommation des ménages et la FBCF auraient préservé les niveaux antérieurs de leurs contributions à la croissance, respectivement de 2,5 point et 1,1 point en 2010.

Au plan de financement de l'économie, l'épargne intérieure devrait être en recul de près d'un demi-point en pourcentage du PIB pour se situer à 24,6% du PIB. La part de la richesse accumulée, qui aurait été affectée à la consommation, notamment des ménages est en augmentation. Le PIB en valeur se serait accru de 4,1% en 2010 contre une augmentation de la consommation finale nationale de 4,8%.

Néanmoins, l'amélioration des revenus nets en provenance du reste du monde, notamment les transferts des Marocains résidant à l'étranger (MRE), qui auraient représenté 6,9% du PIB en 2010 au lieu de 6,8% en 2009, aurait permis de porter le taux d'épargne nationale à près de 31,5% du PIB en 2010.

Parallèlement, l'investissement brut (composé de la FBCF et de la variation des stocks) aurait représenté 34,2% du PIB en 2010 en diminution par rapport à son niveau de 36% atteint en 2009. La FBCF se serait maintenue par rapport au PIB alors que la variation des stocks aurait enregistré un recul de près d'un point et demi relativement au PIB. Malgré, cette baisse du taux d'investissement, le compte épargne-investissement aurait dégagé un déficit de financement de l'ordre de 2,7% du PIB au lieu d'un déficit plus prononcé de 5% du PIB en 2009.

- **Les perspectives de l'économie nationale en 2011**

L'économie nationale, compte tenu des dispositions de la loi de finances adoptée, serait caractérisée en 2011 par le maintien de la vigueur de la demande finale intérieure, notamment, le dynamisme de la consommation des ménages résidents et

l'expansion de l'investissement, aussi bien public que privé. La hausse de l'investissement des administrations publiques de 21,4%, les dépenses de subvention des prix à la consommation prévues à 17 milliards de dirhams, la hausse des dépenses en faveur du personnel de l'Etat de près de 7% et les mesures fiscales mises en œuvre en faveur des petites entreprises (TPE), devraient consolider la demande domestique.

La politique monétaire adoptée par Bank Al Maghrib, de son côté, devrait continuer d'assurer un financement adéquat aux besoins des agents économiques. Après un accroissement de 10% en moyenne annuelle des deux dernières années, les crédits à l'économie devraient suivre cette tendance en 2011 et continuerait de préserver la demande intérieure.

Par ailleurs, la consolidation de la demande extérieure pour les marchandises et les services, notamment, le tourisme international devrait continuer à soutenir l'activité économique nationale. La demande mondiale adressée au Maroc devrait s'accroître en effet de 6% en 2011 au lieu de 8% en 2010 après un recul de 11% en 2009. Les recettes du tourisme international, les transferts des MRE et l'afflux des capitaux étrangers vers l'économie marocaine, notamment sous forme d'investissement direct (IDE), devraient se maintenir dans la ligne des réalisations observées en 2010. Les hypothèses retenues dans ce cadre supposent des taux d'accroissement autour de 11% en moyenne pour les recettes voyages et les transferts des MRE et une entrée d'IDE, équivalent à 3,5% du PIB, restant, ainsi, au niveau de la moyenne des trois dernières années.

Toutefois, les prix intérieurs risqueraient d'être impactés par le renchérissement des cours internationaux du pétrole et des produits de base. Les perspectives établies pour 2011 font ressortir une hausse des prix à l'importation de 7,2% au lieu de 6,7% en 2010. Et compte tenu des actions budgétaires retenues en matière de soutien des prix à la consommation pour l'exercice budgétaire de cette année, les prix intérieurs devraient s'accroître : Le prix implicite du PIB serait en hausse de 2,5%.

Par ailleurs, l'économie nationale devrait bénéficier d'une campagne agricole 2010-2011 qui semble s'annoncer dans de bons auspices. Les conditions climatiques, qui ont prévalu depuis le début de cette campagne, sont satisfaisantes aussi bien en termes de volume pluviométrique que de sa répartition dans le temps et dans l'espace. L'hypothèse d'une production moyenne de l'ordre de 70 millions de quintaux pour les cultures céréalières paraît réaliste selon les données disponibles jusqu'à présent.

Globalement, l'activité économique nationale devrait enregistrer ainsi une amélioration de son rythme de croissance de l'ordre de 4,6% en 2011 au lieu de 3,3% estimé en 2010. Comme pour l'année 2010, la croissance de 2011 proviendrait davantage de la contribution des activités non agricoles.

Avec un scénario de production céréalière d'environ 90 Millions de quintaux durant la campagne agricole 2010/2011, la croissance de l'économie nationale devrait gagner un demi-point pour se situer à environ 5,1% au lieu de 4,6% retenu dans le scénario moyen.

En restant dans le scénario d'une croissance économique nationale de 4,6%, les activités non agricoles devraient dégager une valeur ajoutée en amélioration de 5% en 2011. Cette progression, serait plus structurelle que conjoncturelle, puisque celle de 2010, aurait bénéficié de l'effet mécanique du fait que son estimation est établie par rapport à une année de faible croissance, d'environ 1,3% en 2009. La valeur ajoutée du secteur secondaire, reviendrait à son sentier de croissance normale, et pourrait augmenter de 3,8% après 6,6% enregistré en 2010. Alors que, les activités des services seraient entrain de retrouver progressivement le rythme de leurs performances d'avant crise économique. Ils réaliseraient une croissance de près de 5,5% en en 2011 au lieu de 4,4% en 2010.

Quant au secteur primaire, sur la base de l'hypothèse moyenne retenue pour la production des céréales (70 millions de quintaux) et la consolidation des performances des autres composantes du secteur, notamment les cultures industrielles, l'élevage et la pêche, il devrait afficher une croissance de 2% en 2011.

Globalement, les activités des services devraient contribuer pour 3,3 points à la croissance économique en 2011, soit presque le même niveau qu'en 2010, alors que celle du secteur secondaire se limiterait à un point de croissance au lieu de 1,7 point en 2009. La contribution de l'activité primaire, quant à elle, serait de 0,3 point au lieu d'une contribution négative de 1,1 point en 2010.

L'évolution des composantes du PIB en volume dégagerait une hausse de la demande intérieure de 5%, à un rythme inférieur à la moyenne de 7,2% enregistré durant la période 2006-2009. Les signes préliminaires d'une décélération de la contribution de la demande intérieure à la croissance seraient l'une des conséquences de ce ralentissement. Dans cette perspective, la consommation finale nationale devrait continuer pour la sixième année consécutive d'enregistrer des croissances supérieures à 4% en volume. Son rythme de progression devrait atteindre 4,9% en 2011. La formation brute du capital fixe, soutenue par l'effort d'investissement du secteur public consolidé, devrait connaître une hausse de près de 6,5%. L'augmentation de la consommation des administrations publiques, restant modérée, ne dépassant pas 3% en 2011, serait supérieure à 1,8% enregistré en 2010, et continuerait à traduire l'effort de restriction des dépenses publiques non salariées.

Au plan des échanges extérieurs de biens et services en volume, les exportations devraient poursuivre leur dynamisme amorcé en 2010, aussi bien au niveau des marchandises que des services, notamment touristiques, et devraient s'accroître de près de 7,9% au lieu de 14,4% estimé pour 2010. Les importations devraient, quant à elles, profiter toujours de l'effet multiplicateur du dynamisme de la demande intérieure ainsi que de l'impact de démantèlement tarifaire appliqué dans le cadre des accords de libre échange pour enregistrer une hausse de 6,3% en 2011 au lieu 5,7% une année auparavant. Cette évolution différenciée en termes de tendance des rythmes d'accroissement des deux composantes du commerce extérieur devrait dégager une contribution presque nulle des exportations nettes à la croissance en 2011, après avoir enregistré une contribution positive de 1,9 point en 2010 et des contributions négatives durant la période 2007-2009.

En terme nominal, les échanges extérieurs de biens et services dégageraient un solde en ressources légèrement en détérioration, avec un déficit de l'ordre de 11,6% du PIB en 2011 au lieu de 10,3% en 2010.

Sur le registre du financement de l'économie, les perspectives établies pour 2011 font ressortir une hausse de la consommation finale nationale en valeur (consommation des ménages et des administrations publiques) de près de 7,8%, légèrement supérieure au rythme d'évolution du PIB nominal de 7,2%. Autrement dit, les ressources mobilisées sous forme d'épargne intérieure, devraient s'inscrire dans une tendance baissière en pourcentage du PIB. Le taux d'épargne intérieure devrait être de 24,1% en 2011 au lieu de 24,6% en 2010.

Les revenus nets en provenance du reste du monde, sous l'effet, en partie, de la hausse des transferts des MRE et des recettes touristiques, devraient représenter 7,8% du PIB en 2011 au lieu de 6,9% en 2010. Ils permettraient ainsi au revenu national brut disponible de s'accroître de 8,1% au lieu de 5,1% en 2010. En conséquence, l'épargne nationale atteindrait 32% du PIB en 2011 au lieu de 31,5% en 2010.

Par ailleurs, le taux d'investissement brut devrait être en hausse, et représenterait 35,6% du PIB en 2011 au lieu de 34,2% du PIB en 2010. Le besoin de financement de l'économie nationale devrait ainsi s'accroître, passant de 2,7% en 2010 et à 3,6% en 2011. Cette tendance serait synonyme d'une légère détérioration des finances extérieures du pays, sous l'effet de l'accentuation du déficit en ressources (en biens et services).

Les finances publiques, de leur côté, seraient marquées par une maîtrise des dépenses courantes en 2011 qui se maintiendraient à leur niveau de 2010, en représentant 21,4% du PIB. Ceci serait attribuable à une augmentation modérée de la masse salariale de 7%, de l'effort de restriction des autres dépenses non salariées et du léger recul des charges de compensation retenues dans la loi des finances. Les dépenses d'investissement des administrations publiques devraient s'accroître de 21,4% en 2011. Au total, compte tenu d'une hausse prévisible des recettes courantes d'environ

8%, le budget de l'Etat devrait dégager un déficit global de 3,6% en 2011, en baisse par rapport à 4,2% du PIB en 2010.

Dans ce contexte, la masse monétaire devrait progresser à un rythme de 9% en 2011 au lieu de 12,6% en moyenne annuelle de la période 2005-2009. Cette tendance s'explique par une progression des crédits à l'économie de 10% et une stabilité des avoirs extérieurs nets. Il est à rappeler que le marché monétaire a été marqué en 2010 par une progression modérée de la masse monétaire de 4,8%, en raison d'une stabilité des avoirs extérieurs nets et du ralentissement des crédits à l'économie qui n'ont augmenté que de 7,4% au lieu de 15% en moyenne annuelle durant la période 2005-2009

1. L'environnement international

L'économie mondiale s'accroîtrait, selon les perspectives économiques publiées par les organismes internationaux², de 4,4% en 2011 après avoir enregistré une reprise de 5% en 2010. Toutefois, cette reprise resterait inégale et la croissance continuerait d'être tirée par les économies émergentes et en développement qui enregistreraient, globalement, une croissance de 6,5% en 2011 après celle de 7,1% en 2010. Quant aux pays avancés, leur reprise demeurerait, globalement, modeste à un rythme de 2,5% en 2011 après avoir progressé de 3% en 2010. Les perspectives pour la Zone euro, principal partenaire commercial du Maroc, dégagent une croissance économique de 1,5% en 2011 après avoir progressé de 1,8% en 2010.

Certes, la majorité des économies avaient bénéficié en 2010 des facteurs temporaires, notamment les plans de relance et le cycle de constitution des stocks, qui ont stimulé la croissance économique dans les pays avancés, conjuguée à une forte hausse des exportations des pays émergents et en développement au lendemain de la récession économique mondiale. Néanmoins, ces facteurs devraient s'atténuer, au fur et à mesure que les politiques publiques de relance, mises en œuvre dans les pays avancés et émergents, devraient laisser place aux mécanismes du marché.

Ainsi, la reprise durable de l'économie mondiale nécessiterait, désormais des assises solides de croissance basée sur la demande privée et sur les nouvelles politiques économiques accompagnants l'activité économique à court et à moyen terme.

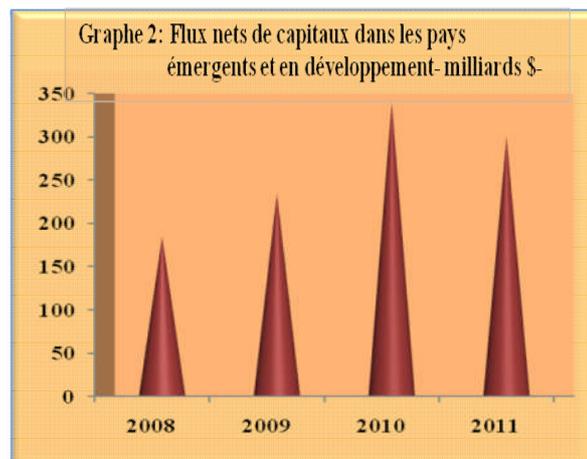
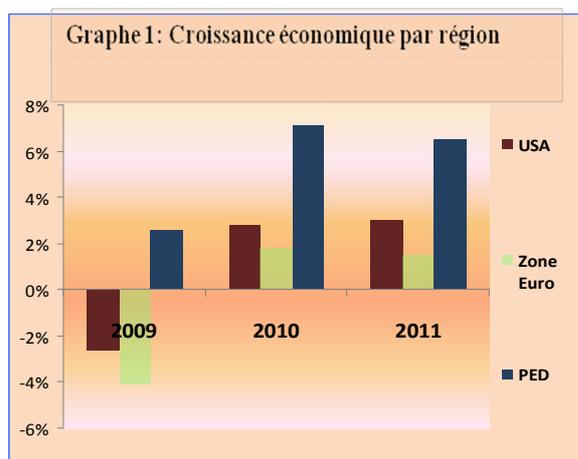
La fixation de nouvelles orientations de politiques économiques se fait, régulièrement, depuis novembre 2008, dans un cadre multilatéral, à travers le G20 qui ne se contente plus de faire face aux impacts de la récession économique de 2009, mais également d'asseoir un cadre de croissance économique forte, équilibrée et durable. Pour atteindre cet objectif, la coordination de la politique économique mondiale s'articule autour des trois axes suivants :

² Selon les perspectives économiques du FMI de janvier 2011, l'OCDE et la Commission Européenne –décembre 2010

Les politiques macroéconomiques : Il s'agit de mener les rééquilibrages interne et externe de l'activité économique à partir de 2011. Le rééquilibrage interne porte sur le renforcement de la demande privée dans les pays émergents et en développement, ce qui leur permettrait d'assainir les budgets de l'Etat, de relancer la consommation des ménages et l'investissement des entreprises. Le rééquilibrage externe concerne l'augmentation des exportations nettes dans les pays avancés enregistrant des déficits d'une part, et la mise en œuvre des mesures appropriées pour ralentir la croissance des exportations dans les pays émergents accumulant des excédents du commerce extérieur d'autre part.

La réforme du secteur financier : qui consiste, globalement, à renforcer les quatre piliers du système financier mondial, notamment l'amélioration de la régulation, l'efficacité de la surveillance, le développement des mécanismes de contrôle des institutions financières et la mise en œuvre de nouvelles normes de la réglementation financière.

La gouvernance mondiale : qui accorde une grande attention à la gestion des institutions financières internationales dans le but d'assurer plus de transparence et d'équité à la nouvelle architecture économique mondiale. Les performances économiques réalisées ces dernières années par les pays émergents ont permis de renforcer leur représentativité au sein de ces institutions. Ainsi, les membres du Fonds Monétaire International ont adopté, en octobre 2010, un ensemble de réformes, notamment le transfert de plus de 6% des quotes-parts, déterminant le pourcentage de droit de vote, en faveur des pays émergents et en développement. De ce fait, les quatre pays émergents constituant le groupe dénommé « BRIC » à savoir le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine, figurent, désormais, parmi les 10 plus grands pays membres du FMI.



1.1-La croissance économique mondiale selon les grandes zones

L'économie mondiale continuerait, en 2011, de s'accroître à un rythme soutenu, malgré les difficultés de la dette souveraine de certains pays avancés, et la persistance des déséquilibres macroéconomiques, notamment dans les marchés de l'emploi et dans les échanges extérieurs. Cette consolidation de la reprise au niveau mondial s'explique par plusieurs facteurs, en particuliers, l'adoption des plans d'assainissement budgétaire à moyen terme, notamment dans la Zone euro, l'expansion du commerce international et le retour massif des flux de capitaux vers les pays émergents et en développement.

Cependant, la transition vers une croissance durable basée sur la demande privée imposerait le maintien d'une politique monétaire très souple dans les pays avancés. Par ailleurs, l'apparition des signes inflationnistes dans les pays émergents et en développement nécessiterait la mise en œuvre d'une politique monétaire visant la maîtrise de la hausse des prix à la consommation et ceux des actifs financiers.

➤ Les Etats-Unis d'Amérique

La croissance de l'économie américaine aurait été de 2,8% en 2010 et se maintiendrait aux environs de 3% en 2011, soit des rythmes proches de la croissance moyenne de 3,4% enregistrée durant la période 1992-2005. La reprise de l'activité économique en 2010 était due principalement aux mesures publiques de relance et à la contribution positive des stocks qui s'est élevée à 1,5 point de croissance au lieu de -0,6 point en 2009. Elle aurait bénéficié également de l'augmentation de l'investissement brut de

3,2% après une baisse de 15,5% en 2009, sous l'effet, d'une part de la normalisation de la situation financière et de la réalisation des projets d'investissement ayant fait l'objet de report en 2009 et, d'autre part, de la souplesse de la politique monétaire, marquée par un niveau très bas des taux d'intérêts (le taux directeur de la Réserve fédérale est maintenu au dessous de 0,25%).

Parallèlement, la consommation des ménages, qui représente 70,8% du PIB américain, n'aurait enregistré qu'une légère amélioration de 1,6% en 2010 au lieu de 3,6% en moyenne annuelle de la période 1995-2005, en raison de la modeste reprise du pouvoir d'achat des ménages. Le niveau élevé du taux de chômage à 9,4% en 2011 pourrait limiter, par ailleurs, la reprise attendue de la demande privée américaine.

Globalement, la demande intérieure serait désormais en ralentissement, ce qui pourrait engager l'économie américaine dans une tendance de faible inflation et en conséquence, dans une situation de déflation, associée à une croissance économique modeste.

Pour contrecarrer cette tendance, la Réserve Fédérale a fait recours à une politique monétaire non conventionnelle, à travers le lancement du deuxième plan d'assouplissement quantitatif, dénommé « Quantitative Easing (QE2) ou la détente monétaire massive » dont le montant représenterait 4 % du PIB américain, soit environ 600 milliards de dollars. Ce plan serait lancé en 2011 et impliquerait des achats massifs d'obligations afin d'abaisser les taux d'intérêt à long terme et de stimuler d'avantage l'investissement des entreprises et la consommation des ménages. Cette liquidité³ serait injectée au marché monétaire à raison de 75 milliards de dollars par mois durant la première moitié de l'année 2011.

³ Néanmoins, le montant de QE2 est inférieur à celui du premier plan QE1 mis en œuvre en 2008 avec un montant d'environ 1400 milliards de dollars, et inférieur également au montant du plan de relance chinois estimé à 4000 milliards de yuans (14 % du PIB chinois de 2010).

Le rythme de croissance de l'économie américaine prévu à 3% en 2011, serait soutenu, par ailleurs, par le nouveau train de mesures budgétaires⁴ adoptées fin 2010, notamment le maintien des avantages fiscaux pour l'ensemble des contribuables et de l'extension des allocations chômage.

➤ *Le Japon*

Le Japon a connu, en 2010, un retour très marqué de la croissance économique, qui a atteint 4,3% après la forte baisse de 6,3% enregistrée en 2009. Ce résultat s'explique par l'expansion des exportations, suite à la reprise de la demande en Asie, et aux effets des mesures massives de stimulation de la consommation des ménages, constituant 1,2% du PIB en 2010. Les exportations nettes ont contribué largement à la croissance du PIB de 2,2 points en 2010, alors que la contribution de la demande intérieure s'est située à 1,4 point.

Néanmoins, l'activité économique nipponne connaîtrait un ralentissement en 2011 et la croissance reviendrait à 1,6%. Les exportations n'augmenteraient que de 4,8% au lieu de 24,7% en 2010 et de ce fait ne contribueraient que pour 0,2 point à la croissance en 2011. Ce revirement de tendance des exportations s'explique par la stagnation de la demande extérieure des pays asiatiques adressée au Japon, et par la forte appréciation du yen qui atténuerait la compétitivité des produits et services japonais. Parallèlement, la consommation des ménages ne connaîtrait qu'une légère amélioration de 1%, ce qui montre que l'investissement brut serait le principal moteur de la croissance de Japon en 2011, avec une croissance prévisible de 2,6%, marquant ainsi, la fin de la tendance baissière de l'investissement entamée depuis 2002.

En matière de politique économique, et après les difficultés ayant marquées les marchés de la dette souveraine de plusieurs pays, le Japon a annoncé son plan d'ajustement budgétaire, qui vise à stabiliser le ratio de la dette (qui représenterait 195,9% du PIB en 2011) durant les trois prochaines années, et de réduire de moitié le déficit budgétaire à l'horizon 2015 pour le ramener à 3,2% du PIB au lieu de 6,4% en

⁴ Il s'agit, en particulier, de la prorogation de certaines mesures fiscales octroyées par l'ancien gouvernement en faveur des ménages, et ce, pour faire face au ralentissement de la consommation.

2011. Par ailleurs, la déflation continuerait de persister, notamment après la hausse du chômage entraînant le ralentissement des revenus et du pouvoir d'achat des ménages.

➤ *La Zone euro*

Les nouvelles perspectives établies pour la Zone euro dégagent une amélioration de rythme de croissance par rapport aux prévisions de printemps 2010, malgré les tensions sur les marchés de la dette souveraine de certains pays membres. L'activité économique s'accroîtrait, globalement, de 1,5% en 2011 après avoir enregistré une reprise de 1,8% en 2010.

La Zone euro commence à rétablir, progressivement, les bases d'une croissance économique tirée par la demande privée grâce, notamment, aux performances de l'économie allemande, à la normalisation des conditions du crédit et à la volonté des Etats de venir en aide aux pays membres en difficultés budgétaires. Ainsi, la mise en place, par la Commission européenne en collaboration avec le FMI, de deux instruments d'intervention, à savoir le Mécanisme Européen de Stabilisation Financière et la Facilité de Stabilisation Financière Européenne, permettrait d'atténuer l'impact des dérapages budgétaires de certains pays membres.

L'aide financière accordée aux pays concernés, en premier lieu la Grèce et l'Irlande, est mise en œuvre sous condition d'appliquer un vaste plan d'ajustement structurel, couplée à une éventuelle restructuration de la dette publique à laquelle participeront les investisseurs privés. La participation de l'Union Européenne est aujourd'hui limitée à 440 milliards d'euros, alors que le Fonds Monétaire International a engagé 310 milliards d'euro pour atteindre un total de 750 milliards, mobilisés pour faire face à la défaillance budgétaire des Etats membres et aussi pour rassurer les marchés financiers.

En 2011, le rythme de la reprise de la Zone euro resterait modéré. La demande intérieure et les exportations nettes vont continuer à soutenir la croissance avec une contribution respectivement de 0,9% et 0,5%. Ce rythme modeste ne permettrait pas, cependant de réduire le chômage dont le taux se maintiendrait à près de 10%.

En outre, les perspectives économiques varieront fortement d'un pays à l'autre suivant la situation financière des secteurs publics, et l'ampleur de soutien que les mesures macroéconomiques pourraient apporter à la reprise. Dans ces conditions, la politique monétaire devrait continuer à soutenir fortement l'activité économique. Les taux d'intérêt resteraient à un niveau exceptionnellement bas pour favoriser la transition vers les facteurs structurels de croissance basée sur la consommation et l'investissement privé. De ce fait, l'effort d'assainissement des finances publiques, à travers les mesures d'austérité mises en œuvre par certains pays, pourrait atténuer le dynamisme de la demande privée.

➤ *Les économies émergentes et en développement*

La forte reprise de l'économie mondiale en 2010 s'est appuyée, comme il a été déjà souligné, sur les performances des économies émergentes et en développement. Celles-ci ont enregistré, globalement, une croissance de 7,1% en 2010 et maintiendrait leur dynamisme en 2011 à un rythme de 6,5%.

Ces pays ont bien réussi leurs plans de relance en faveur de la demande privée et ont, également, bénéficié de la demande extérieure provenant des pays développés et de retour des investissements directs étrangers. Néanmoins, les données de conjoncture économique à fin 2010 font ressortir une augmentation des tensions inflationnistes, associées à une appréciation de la valeur des monnaies de certains pays, ce qui compliquerait la mise en œuvre d'une politique monétaire appropriée visant la maîtrise de l'inflation et de la hausse des prix des actifs financiers.

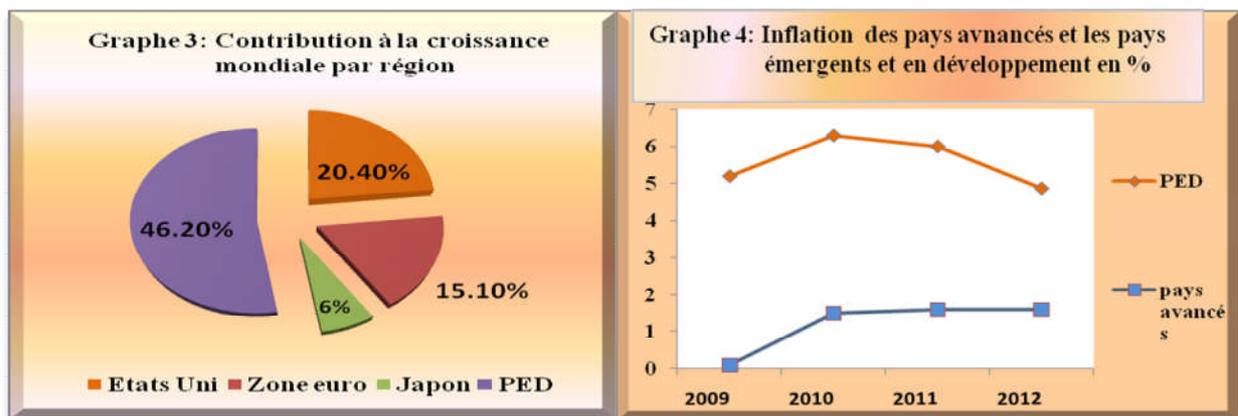
Les pays émergents d'Asie connaîtraient, globalement, une forte croissance économique de 8,4% en 2011 après 9,3% enregistré en 2010. En particulier, l'économie chinoise a progressé de 10,3% en 2010 et maintiendrait un rythme de 9,6% en 2011, suite aux performances de la consommation des ménages et de l'investissement des entreprises. Ceci mis en exergue l'émergence de la contribution de la demande intérieure comme nouvelle source de croissance en Chine, même s'il

commence à entraîner une inflation galopante. Quant aux exportations, elles ne devraient pas contribuer positivement à l'accroissement⁵ du PIB en 2011.

Parallèlement, l'activité économique en Inde s'accroîtrait de 8,4% en 2011 au lieu de 9,7% en 2010, suite à la hausse de la production industrielle favorisée par l'effort soutenable de l'investissement et de la consommation des ménages. Toutefois, les exportations nettes afficheraient, pour la première fois, une contribution négative à la croissance, en raison de l'ampleur des importations notamment en biens d'équipement.

Quant aux économies émergentes d'Amérique Latine, elles ont enregistré une reprise de 5,9% en 2010 et prévoient une nouvelle hausse de 4,3% en 2011 attribuable, essentiellement, à l'amélioration des exportations, notamment des matières premières et à l'assouplissement des conditions de financement.

Globalement, les performances économiques réalisées par les pays émergents ont engendré une forte attraction des investissements directs étrangers (IDE), en liaison avec les différentiels de taux d'intérêt et celui de taux de croissance à long terme entre pays émergents et pays avancés. Toutefois, Ce flux massif de capitaux pourrait entraîner une appréciation de leurs devises et par suite affecter la compétitivité de leurs exportations, considérées le moteur de leurs croissances économiques.



⁵ La Chine est en train de mener une nouvelle approche de positionnement au niveau international pour renforcer et sécuriser ses exportations. Cette approche consiste à investir une partie de ses réserves en devises dans certaines régions du monde, sous forme d'achat des obligations de certains pays, notamment les membres de la zone euro, en l'occurrence l'Espagne et le Portugal.

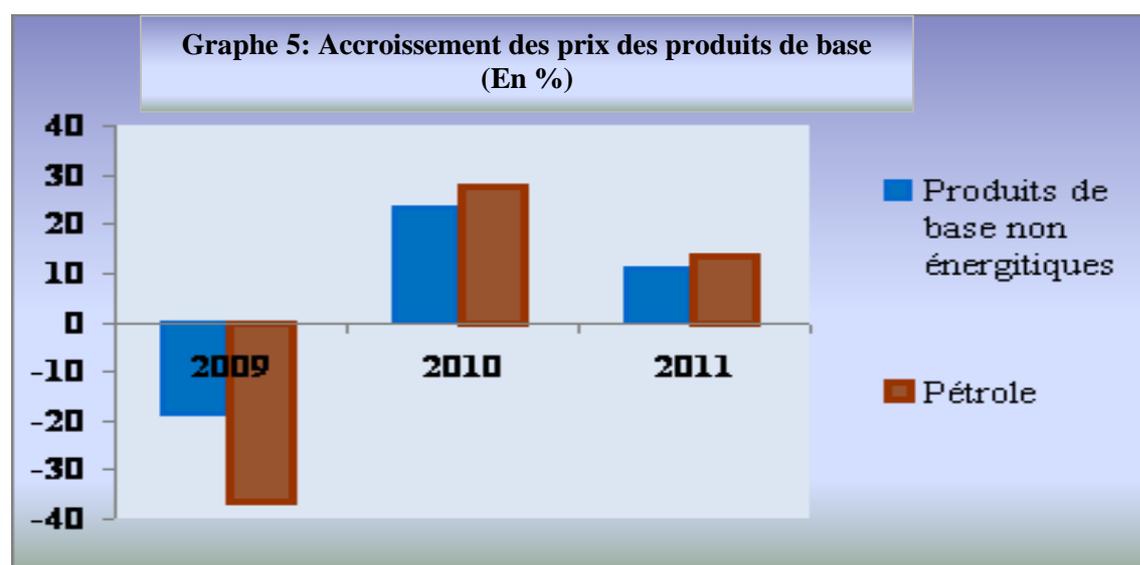
1.2. L'évolution des prix des matières premières

La poursuite de la croissance de l'économie mondiale à 4,4% en 2011 maintiendrait le commerce international dans sa tendance haussière à un rythme de 7,1% après 12% enregistré en 2010. Ceci orienterait les prix des matières premières énergétiques et des produits de base à la hausse. Le cours moyen du pétrole brut atteindrait 89,50 dollars/baril en 2011 au lieu de 78,93 dollars en 2010 et les prix des matières premières non énergétiques connaîtraient une hausse de 11% après avoir enregistré une progression de 23% en 2010.

La politique monétaire prudente des pays avancés permettrait de maintenir la hausse de leurs prix intérieurs à près de 1,6% en 2011. En revanche, les pays émergents et en développement devraient connaître un accroissement accentué des prix, de l'ordre de 6% en 2011 au lieu de 6,3% en 2010.

Par ailleurs, la parité euro-dollar atteindrait 1,39 en 2011 au lieu de 1,33 en 2010, suite en particulier, à la mise en œuvre de la politique d'assouplissement monétaire aux Etats-Unis d'Amérique.

Le graphique suivant illustre l'accroissement des prix des matières premières dans les marchés internationaux.



2. L'économie nationale en 2010

2.1. La croissance économique

Après deux années de croissance économique soutenue, l'économie nationale aurait connu un léger ralentissement en 2010. Les estimations de croissance font ressortir une progression du Produit intérieur brut de 3,3% en 2010 au lieu de 4,9% en 2009 et 5,6% en 2008.

En effet, les comptes nationaux trimestriels et les travaux de suivi et d'analyse de conjoncture économique⁶ ont permis d'anticiper le ralentissement de certaines activités économiques nationales en 2010, notamment le secteur primaire, le bâtiment, certaines branches des industries de transformation et le commerce.

Toutefois, ces comptes trimestriels ont permis également d'appréhender l'amélioration de l'activité de certains secteurs, en particulier les mines, le tourisme, les transports et certaines branches des industries de transformation.

La séquence de ces comptes trimestriels a permis de suivre de manière chronologique le ralentissement de la croissance. Ainsi, la croissance du PIB a été de l'ordre de 3,6% durant le premier trimestre, et de 3% respectivement durant le deuxième et le troisième trimestre.

Globalement, et pour l'ensemble de l'année, le léger ralentissement de l'activité économique nationale s'explique par une baisse de l'activité du secteur primaire de 7,1% par rapport aux performances enregistrées en 2009. Le PIB non agricole aurait connu une reprise importante, dont le rythme d'accroissement a atteint 5% en 2010 au lieu de 1,3% réalisé en 2009.

⁶ Selon les comptes nationaux trimestriels et les notes d'analyse de conjoncture publiés par le Haut Commissariat au Plan.

2.1.1. Les activités non agricoles

La reprise des activités non agricoles en 2010 s'explique essentiellement par la relance qui aurait caractérisé certaines activités du secteur secondaire, notamment les phosphates et ses dérivées et quelques branches des industries de transformation, et par la poursuite du dynamisme des activités tertiaires.

➤ Le secteur secondaire

Les activités du secteur secondaire (mines, énergie, industries de transformation et bâtiment et travaux publics) auraient connu une amélioration de 6,6% après avoir enregistré une baisse de 4,7% en 2009. Cette reprise est attribuable à la relance de l'activité du secteur minier, de l'énergie, des travaux publics et dans une moindre mesure le secteur du bâtiment et certaines branches des industries de transformation (Industries de la chimie et parachimie, électriques et électroniques).

Le secteur minier aurait été marqué par l'expansion de la production des phosphates d'environ 80% en raison de la forte hausse de la demande étrangère pour le phosphate brut et ses produits dérivés. Ainsi, le chiffre d'affaire à l'export de l'Office Chérifien des Phosphates (OCP) a atteint 35,6 milliards de dirhams en 2010, soit une augmentation de 96,6% par rapport à 2009. Cette performance s'explique par l'augmentation des exportations des phosphates bruts qui ont atteint environ 9 milliards de dirhams en 2010 au lieu de 4,4 milliards de dirhams en 2009. L'activité des autres substances minières (les minerais métalliques), qui représentent environ 20% de la production totale des mines, aurait connu une stabilisation en 2010. Dans ces conditions, la valeur ajoutée du secteur minier aurait progressé d'environ 41% en 2010 après avoir accusé une baisse de 23,8% en 2009.

De son côté, le secteur de l'énergie aurait enregistré une croissance de 11% attribuable à une nette progression de l'activité de raffinage du pétrole estimée à 25% et à une hausse de la production d'électricité estimée à 12% en 2010. L'amélioration de la demande intérieure en énergie, émanant des industries de transformation et de la consommation des ménages expliquent cette hausse notable.

Néanmoins, compte tenu de la modération de la demande provenant des pays de la Zone euro, les industries de transformation n'ont pas bénéficié d'une manière significative de la reprise de la demande extérieure adressée au Maroc, à l'exception de certaines branches, notamment les industries chimiques et para-chimiques et les industries électriques et électroniques. Celles-ci ont contribué largement à la forte hausse des exportations globales de marchandises de 30,8% en 2010. De même, les exportations des produits dérivés (acides phosphoriques et les engrais naturels et chimiques) ont atteint 26,6 milliards de dirhams en 2010 au lieu de 13,6 milliards de dirhams en 2009, soit une hausse d'environ 96 %. Cette expansion s'explique en partie par la hausse du prix moyen (en dirhams/tonne) de 37,4% pour les acides phosphoriques et de 52,9% pour les engrais.

Parallèlement, les exportations des fils et câbles pour l'électricité ont progressé de 42,9% ou 3,9 milliards de dirhams, et celle des composants électroniques de 23,7% ou 968 Millions de dirhams. Globalement, la valeur ajoutée des industries de transformation aurait affiché une croissance estimée à 2,2% en 2010.

De son côté, le secteur du bâtiment et travaux publics (BTP) aurait poursuivi son ralentissement et sa valeur ajoutée n'aurait augmenté que d'environ 1,8% en 2010 au lieu de 3,4% en 2009 et 9% en moyenne annuelle de la période 2005-2008.

Ce rythme de croissance du BTP est attribuable au dynamisme de l'activité des travaux publics favorisés par la hausse de l'investissement public consolidé de 20,4% pour atteindre 162,5 milliards de dirhams au lieu de 135 milliards de dirhams en 2009. Quant au secteur du bâtiment, il aurait été marqué par une baisse de la production de logement social de 37%, comme en témoignent les indicateurs du secteur. Les ventes de ciment sont en stagnation et les crédits à l'immobilier auraient progressé de 8,7% en 2010 au lieu de 33,8% en moyenne annuelle de la période 2006-2009.

Il convient de noter que le nouveau plan de relance du logement social, mis en œuvre à travers des mesures réglementaires et incitatives dans l'objectif d'agir sur l'offre, n'a pas encore insufflé une forte reprise dans ce secteur. Le nombre d'unités mises en

chantier durant l'année 2010 a atteint 226425 unités dont 100000 unités sociales et économiques, alors qu'en 2009, le nombre d'unités mises en chantier était de 360.627 dont 156.606 unités sociales, soit une même baisse d'environ 37% pour les deux indicateurs.

➤ *Le secteur tertiaire*

Le secteur tertiaire aurait connu une légère amélioration de son rythme de croissance estimé à 4,4% au lieu de 3,9% en 2009. Cette amélioration est attribuable à la progression de l'activité des services marchands de 4,5% au lieu de 3,2% en 2009 et à la hausse des services non marchands (services fournis par les administrations publiques) estimée à 4% en 2010.

Dans ce cadre, l'activité touristique aurait connu une nette reprise en 2010. Les arrivées ont enregistré une hausse de 11% pour atteindre 9,3 millions de touristes et le nombre des nuitées réalisées une progression de 11% après un recul de 3% en 2009. De ce fait, les recettes voyages se sont accrues de 6,1% pour s'établir à 56 milliards de dirhams au lieu de 52,8 milliards en 2009.

Parallèlement, la valeur ajoutée des Postes et télécommunication a progressé de 7% en 2010. Le secteur des télécommunications, marqué ces dernières années par une activité intense et soutenue, a réalisé en 2010 un chiffre d'affaire de 35,6 milliard de DH contre 32,9 milliard de dirhams en 2009. A fin septembre, le parc GSM compte 30,5 millions d'abonnés contre un peu plus de 25 millions en 2009, soit un taux de croissance de 21,6%. De même le nombre d'abonnés à la téléphonie fixe a progressé de 9,2% pour atteindre 3,7 millions et le nombre d'abonnés à internet s'est accru de 57,1%, pour se situer à 1,6 millions d'abonnés.

De son côté, le secteur de transport a enregistré une nette reprise dans toutes ses composantes à savoir le transport aérien, routier, ferroviaire et maritime. Il est à noter en particulier qu'aussi bien le chiffre d'affaire de la Royal Air Maroc (RAM) que son trafic global ont augmenté respectivement de 6% en 2010, avec une accélération de rythme de croissance à partir du mois de juillet. De même, l'activité des chemins de

fer a poursuivi son dynamisme⁷ en 2010, par le biais du transport de voyageurs qui a dépassé le cap de 30 millions de clients et également l'expansion de l'activité fret de 30% par rapport à l'exercice 2009.

Les autres services marchands, notamment le commerce et les activités financières n'ont connu qu'une légère croissance estimée, respectivement à 2,1% et 1,8% en 2010. En outre, les services non marchands (fournis par les administrations publiques) ont vu leur valeur ajouter augmenté d'environ 4% au lieu de 7,6% en 2009. Ces évolutions ont, par conséquent, réduit le rythme de croissance du secteur tertiaire estimée à 4,4% au lieu de 5,2% en moyenne annuelle de la période 2006-2009.

2.1.2. Le secteur primaire

La valeur ajoutée du secteur primaire aurait accusé une baisse de 7,1% par rapport à 2009, en raison d'une évolution contrastée de la production des différentes composantes de ce secteur. Il s'agit d'une réduction quasi-générale des productions végétales en comparaison avec les résultats exceptionnels de la campagne précédente. En revanche, les productions de l'élevage et de la pêche maritime auraient enregistré des réalisations satisfaisantes. En effet, la production céréalière a affiché une régression de 27% en s'établissant à 75 millions de quintaux durant la campagne agricole 2009/2010. Alors que l'activité de l'élevage aurait poursuivi sa tendance haussière en liaison avec l'amélioration du parcours végétal et la poursuite de la décélération des prix des aliments de bétail et aussi à l'affermissement des abattages.

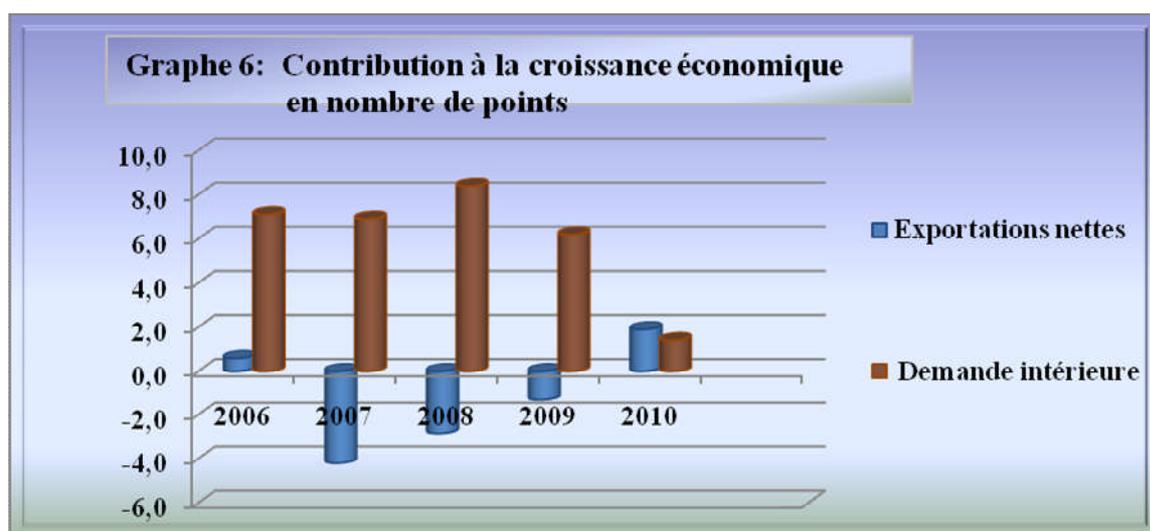
Parallèlement, la production halieutique nationale, toutes espèces confondues aurait réalisé une hausse de l'ordre de 3,2% en volume et de 0,8% en valeur, durant les onze premiers mois. En outre, les exportations des produits de la pêche se sont accrues de 2% pour atteindre plus de 12 milliards de dirhams.

⁷ Les performances de l'ONCF en 2010 marquent le début d'un nouveau cycle de développement dans le cadre du contrat programme Etat-ONCF pour la période 2010-2015.

2.2. L'évolution des composantes du PIB

La reprise de l'activité économique au niveau international aurait stimulé la demande extérieure nette qui a, pour la première fois, contribué positivement à la croissance du PIB de 1,9 point. Ceci est attribuable à la forte progression des exportations de biens et services estimée à 21,2% en valeur, dépassant ainsi la hausse des importations évaluée à 12,4% en 2010. Cette reprise a également contribué à l'amélioration de la demande intérieure, à travers l'amélioration des revenus des ménages ayant profité de la hausse des transferts courants, essentiellement provenant des marocains résidant à l'étranger.

Ainsi, la consommation finale nationale aurait connu une augmentation de 3,8% en volume au lieu de 5,6% en 2009 en liaison avec la baisse du rythme d'accroissement de la consommation finale publique qui aurait augmenté de 1,8% seulement au lieu de 11,2% un an auparavant. La consommation des ménages aurait progressé de 4,4%, alors que la formation brute de capital fixe, qui a bénéficié de la hausse de l'investissement public global en 2010, aurait enregistré un taux de 3,5% au lieu de 2,5% observée en 2009. Au total, la demande intérieure aurait augmenté de 1,3% en volume, ne contribuant ainsi que pour 1,4 point à la croissance du PIB en 2010 au lieu de 6,2 points en 2009.



Sur le registre de financement de l'économie, l'épargne nationale aurait connu une hausse de 5,8% en 2010, sous l'effet de l'augmentation du PIB nominal de 4,1% et de la hausse des revenus nets en provenance du reste du monde de 21,8%. Le taux d'épargne nationale atteindrait, par conséquent, 31,5% du PIB au lieu de 31% en 2009.

Et compte tenu d'une légère baisse du taux d'investissement brut qui aurait représenté 34,2% du PIB en 2010 au lieu de 35,6% en 2009, le besoin de financement de l'économie nationale aurait enregistré un allègement, passant de 5% du PIB en 2009 à 2,7% du PIB en 2010. Cette tendance fait ressortir ainsi une amélioration de la situation des finances extérieures du pays et qui avait un effet favorable sur l'atténuation des besoins en liquidité observé sur le marché monétaire au début de l'année 2010.

3. Les perspectives de l'économie nationale en 2011

L'activité économique nationale devrait enregistrer une amélioration de son rythme de croissance en 2011, suite à la consolidation attendue des activités non agricoles, qui devraient profiter des mesures de la loi de finances, de la reprise de la production dans les secteurs secondaire et tertiaire et de la tendance haussière des facteurs liés à l'évolution favorable de l'environnement international.

Elle resterait marquée, par ailleurs, par des niveaux des prix intérieurs, bien que légèrement en hausse, mais contenus à des niveaux soutenables sous l'effet des dépenses de compensation mobilisées. Les équilibres financiers seraient globalement préservés, ce qui serait synonyme d'une certaine consolidation de la stabilité du cadre macroéconomique national.

3.1. Les hypothèses sous-tendant les prévisions

Les hypothèses retenues pour l'année 2011 sont liées à l'évolution de la campagne agricole, des finances publiques et du secteur monétaire, ainsi qu'aux facteurs extérieurs caractérisant l'environnement international.

- **La campagne agricole 2010-2011 :** Le lancement de la campagne agricole 2010-2011 aurait bénéficié de conditions climatiques favorables. Le volume pluviométrique enregistré jusqu'au fin janvier reste satisfaisant et présente une bonne répartition dans le temps et dans l'espace. La production des cultures céréalières devrait atteindre ainsi, selon un scénario moyen, 70 millions quintaux. Les autres activités du secteur primaire devraient, également, bénéficier des mesures retenues dans le cadre du Plan Maroc Vert. Le secteur de la pêche maritime, de son côté, devrait connaître une nouvelle dynamique, insufflée par le Plan Halieutis.

- **Les finances publiques :** Les dispositions fiscales et budgétaires, ainsi que les actions de politique économique⁸, retenues dans la loi de finances 2011 sont prises en considération dans l'élaboration de ces prévisions. Il s'agit en particulier, de la hausse de la masse salariale de 7%, de la progression de l'investissement des administrations publiques de 21,4%, s'établissant à 48 milliards de dirhams, des dépenses de subvention des prix prévues à 17 milliards de dirhams ainsi que de la consolidation des investissements des établissements publics.

- **La politique monétaire et de change :** il est supposé à cet égard la poursuite d'une politique monétaire prudente assurant un financement adéquat aux besoins des agents économiques. Ceci, conjugué à la disposition de l'Etat de soutenir les prix à la consommation, permettrait de faire face au renchérissement prévisible des prix du pétrole et des produits de base sur le marché mondial. Parallèlement, l'assouplissement progressif de la politique de change devrait faciliter la mise en œuvre de la politique monétaire et améliorer l'intégration du secteur financier national dans la dynamique des marchés financiers internationaux.

- **Les facteurs extérieurs :** La demande mondiale adressée au Maroc s'accroîtrait d'environ 6%. Elle serait, toutefois, accompagnée d'une hausse des prix à l'importation. Le cours moyen du pétrole passerait de 79 dollars/baril en 2010 à 89,5 dollars en 2011 et les cours des produits non énergétiques devraient enregistrer, globalement, une nouvelle hausse de 11%, après celle de 23% en 2010. La parité euro-dollar passerait de 1,33 en 2010 à 1,39 en 2011. Dans ce contexte, il est supposé que la demande du tourisme international adressée au Maroc et les transferts des marocains résidant à l'étranger continueraient de progresser à un rythme soutenu d'environ 11%. Les IDE qui ont atteint 32 milliards de dirhams en 2010, devraient également connaître une nouvelle hausse de 8% en 2011 pour se maintenir à près de 3,5% du PIB.

⁸La LF 2011 a procédé à la restriction des dépenses publiques (stabilité des dépenses ordinaires au niveau de 2010), la poursuite de la cadence de l'investissement public et la baisse des charges fiscales sur les Très Petites Entreprises (TPE).

3.2.La croissance économique

Compte tenu des effets de toutes ces hypothèses, la croissance de l'économie nationale serait de 4,6% en 2011 au lieu de 3,3% en 2010. Il s'agit, en fait, d'un scénario moyen de croissance du PIB pour l'année en cours, eu égard, à l'hypothèse moyenne retenue pour la production céréalière.

3.2.1-Les secteurs non agricoles : activités secondaires et tertiaires

Le PIB non agricole, constituant de la somme des valeurs ajoutées des secteurs secondaire et tertiaire en plus des taxes nets des subventions, devrait s'accroître en 2011 au même rythme de 5%, suite aux perspectives favorables prévues dans la majorité des activités économiques. Celle-ci, devraient profiter de l'amélioration de l'environnement international et de la consolidation de la demande intérieure après son ralentissement observé en 2010.

➤ Le secteur secondaire

Le secteur secondaire serait marqué par le regain du dynamisme, non seulement du secteur minier et du secteur de l'énergie, mais aussi dans les industries de transformation et le bâtiment. Sa valeur ajoutée, reviendrait à son sentier de croissance normale, et pourrait augmenter de 3,8% après 6,6% enregistré en 2010 et la baisse accentuée, de l'ordre de -4,7% en 2009. Le retour de la demande mondiale adressée au secteur à son niveau tendanciel et la relance de la production nationale à travers les stratégies de développement sectoriel mises en œuvre expliquent cette évolution.

Ainsi, les industries de transformation devraient profiter de la relance des industries alimentaires et du textile et habillement suite à la consolidation de la demande européenne. Les autres industries, qui ont enregistré une reprise notable en 2010, devraient continuer leurs performances, sous l'effet d'un environnement extérieur en amélioration et des contrats-programme des différentes industries dans le cadre du

Plan National pour l'Emergence Industrielle⁹. La création de nouveaux pôles de compétitivité à travers le territoire du Royaume, en plus du lancement des programmes de financement spécifique en faveur de la petite et moyenne entreprise (programmes Imtiaz et Moussanada) seraient de nature à permettre aux industries manufacturières de renouer avec des rythmes de croissance plus que modérés.

De son côté, le secteur minier qui avait enregistré une reprise rapide en 2010, devrait connaître une légère hausse de sa valeur ajoutée de 5% en 2011 au lieu de 41% en 2010. Ces activités devraient profiter de la demande extérieure et de la nouvelle stratégie de l'OCP dans le cadre de son vaste programme d'investissement, élaborés conjointement avec ses partenaires étrangers. Pour développer ses capacités de production dans les mines et dans les industries de transformation des phosphates, l'OCP prévoit l'utilisation de nouvelles techniques d'extraction et de nouveaux processus de fabrication des dérivées de phosphates (engrais et acide phosphoriques). Concernant les autres minerais, la hausse des prix sur les marchés internationaux pourrait stimuler leurs productions, et par conséquent le secteur minier arriverait à consolider sa croissance en 2011.

S'agissant du secteur de l'énergie, il devrait s'accroître à un rythme soutenu, suite au dynamisme de l'activité économique intérieure et à la mise en œuvre de la stratégie énergétique. Cette dernière consiste à assurer l'équilibre entre l'offre et la demande d'énergie et à améliorer l'exploitation du potentiel de l'efficacité énergétique. La dite stratégie vise, également, l'intégration du Maroc dans le système énergétique Euro méditerranéen et la consolidation des bases d'une coopération régionale, à travers le développement stratégique des infrastructures de transport et de stockage des ressources énergétiques.

Quant au secteur du bâtiment et travaux publics, il devrait enregistrer une accélération de son rythme de croissance en 2011, suite à la consolidation de l'investissement

⁹ Cette stratégie vise à relancer les métiers mondiaux du Maroc (Offshoring, automobile, aéronautique et spatial, électronique, textile et cuir, agroalimentaire) et de renforcer la valeur ajoutée et les exportations des filières pour lesquelles l'économie nationale possède des avantages compétitifs.

public et à la relance des programmes de l'habitat social dans le cadre des programmes établis pour les différentes régions du pays. En effet, les programmes d'investissements du secteur habitat visent principalement :

- L'introduction de nouveaux mécanismes pour le soutien du logement social avec comme objectif la réalisation de 150 000 unités d'habitat social à l'horizon 2012;
- La poursuite du programme spécial des provinces du Sud 2008-2014, pour un coût de 3,38 milliards de dirhams entièrement financés par l'Etat.
- La mise en place d'un programme d'urgence 2010-2011, qui devrait faire face à la problématique des familles habitant les maisons menacées.

➤ *Le secteur tertiaire*

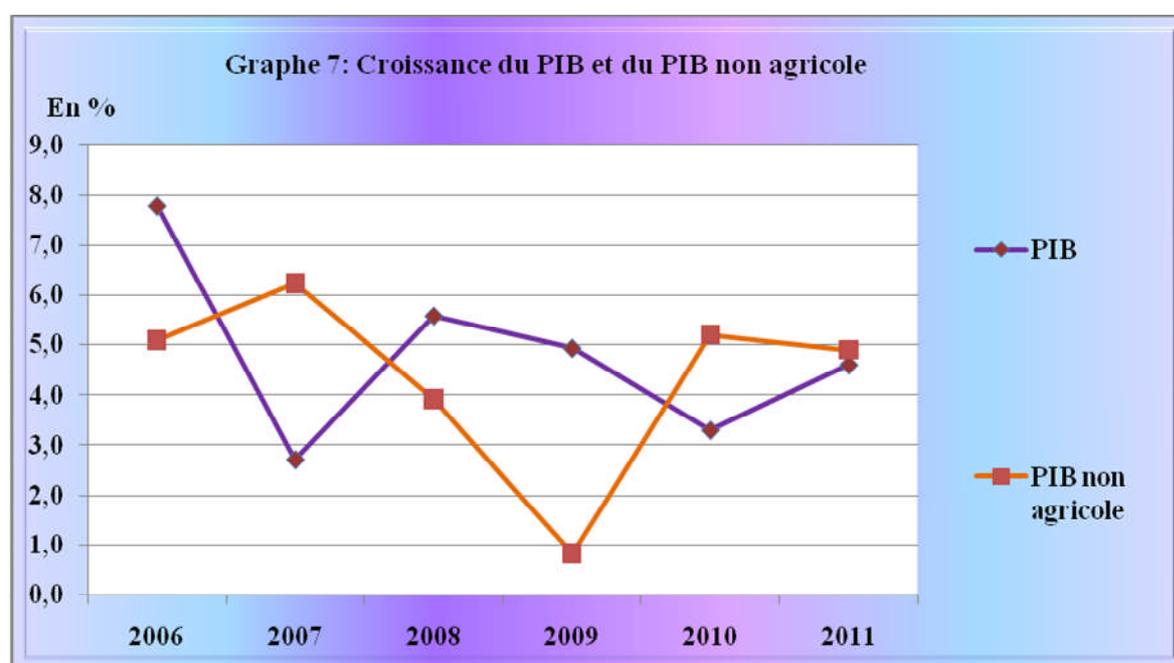
Les services marchands et non marchands devraient enregistrer une croissance de 5,5% en 2011 au lieu de 4,4% en 2010, notamment sous l'effet de la consolidation de la performance de l'activité des télécommunications et de la relance de l'activité touristique ainsi que de l'amélioration des activités financières, du commerce et des transports.

L'activité touristique devrait poursuivre son évolution ascendante, entamée en 2010, bénéficiant de la conjoncture favorable et des perspectives optimistes du tourisme international. Les principaux indicateurs du secteur devraient s'inscrire, en hausse en 2011, sous l'effet des mesures de soutien accordées aux projets touristiques et dans la ligne du volontarisme des chantiers programmés et soutenus par l'Etat (plans Azur, Mada'In, Biladi, etc).

L'année 2011 sera marquée par le démarrage de la déclinaison régionale des grandes orientations stratégiques de la nouvelle vision 2011-2020. Dans ce cadre, des projets seront mises en place afin d'impulser une dynamique aux investissements locaux et de

créer une visibilité internationale, à travers les programmes dédiés à chacun des sites retenus.

De son côté, le secteur des transports serait soutenue par le lancement en 2011 de la stratégie nationale de la logistique qui a été adopté à fin 2010 et qui a pour objectif d'améliorer la compétitivité de l'économie marocaine dans le domaine du transport et de la logistique et de ramener le coût logistique de 20 à 15% du PIB. Dans ce cadre, l'année 2011 connaîtrait la création de l'Agence nationale pour le développement des activités logistiques (AMDL). Cette nouvelle structure aura pour rôle de concevoir le schéma directeur relatif à la répartition des activités logistiques pour l'aménagement de 70 plateformes dans 18 villes à l'horizon 2015.



3.2.2-Le secteur primaire

Les prévisions de l'économie nationale pour 2011 se sont basées, comme il a été indiqué, sur l'hypothèse d'une production céréalière de 70 millions de quintaux au lieu de 75 millions de quintaux enregistré en 2010. Le lancement de la campagne agricole 2010-2011 s'est déroulé dans des conditions favorables qui laissent à présager une nouvelle année de récolte dépassant la moyenne des dernières années. Les précipitations pluviométriques ont atteint, à fin décembre 2010, près de 247 mm,

contre 137 mm durant une année ordinaire, et le taux de remplissage des barrages à usage agricole est de 77 %. Les superficies emblavées, à la même date, ont atteint près de 4 millions d'hectares, en hausse de 50 % par rapport à la campagne précédente.

Ainsi, la valeur ajoutée du secteur primaire dégagerait une croissance de 2% après une baisse estimée à 7,1% une année auparavant. Cette évolution serait attribuable, en plus de la consolidation de la production des autres cultures, à une contribution positive de l'élevage et de la pêche maritime. Ces secteurs bénéficieraient de lancement des projets du Plan Maroc Vert¹⁰ et du Plan Halieutis, notamment, l'accélération des investissements public et privé dans ces secteurs.

S'agissant de l'ancrage du secteur agricole national dans son environnement extérieur, des avancées considérables ont été concrétisées pour une éventuelle conclusion d'un nouvel accord agricole entre le Maroc et l'Union européenne durant l'année en cours, ce qui permettrait d'augmenter le rythme de croissance des exportations des produits alimentaires vers le marché européen.

3.3-Les composantes du Produit Intérieur Brut

La croissance économique nationale continuerait d'être soutenue, exclusivement par la demande intérieure en 2011, suite à la relance de l'investissement brut et au maintien du dynamisme de la consommation des ménages. Parallèlement, la demande extérieure pourrait dégager une contribution presque nulle à la croissance du PIB en 2011, et ce après avoir contribué positivement pour 1,9 point en 2010. Cette tendance s'explique par le retour de la croissance des exportations de marchandise à leur sentier d'évolution normale, après l'expansion enregistrée en 2010. Elle s'explique aussi par une accélération du rythme de progression des importations en 2011, sous l'effet de la hausse des prix sur les marchés internationaux.

¹⁰ Il s'agit des projets inscrits dans le Pilier I et le Pilier II du plan Maroc vert. En outre, un nouvel instrument de financement a été mis en œuvre par la banque Crédit Agricole, à travers sa filiale dénommée «Tamwel El Fellah », au profit d'un nombre de petits et moyens agriculteurs (100000 agriculteurs) qui étaient non éligibles au financement bancaire.

3.3.1-La consommation finale nationale

La consommation finale nationale serait en progression de 4,9% en volume au lieu de 3,8% en 2010, suite à l'augmentation de la consommation des ménages résidents d'environ 5,5%, et à une légère amélioration de la consommation finale des administrations publiques de 2,9%. Globalement, la consommation finale nationale, représentant 75,6% du PIB, contribuerait pour 3,7 points à la croissance économique au lieu de 2,8 points en 2010.

3.3.2-L'investissement brut

L'investissement brut (composé de la FBCF et de la variation des stocks) emprunterait une tendance haussière en 2011, après avoir connu un net ralentissement en 2010. La Formation Brute de Capital Fixe (FBCF) s'accroîtrait à un rythme de 6,5% en volume au lieu de 3,5% en 2010, et sa contribution à la croissance du PIB serait de 2 points au lieu de 1,1 point en 2010. De même, la variation de stocks verrait sa contribution négative s'atténuer pour se situer à près de -1,1 point en 2011 au lieu de -2,5 points en 2010.

Le dynamisme de l'investissement serait dû à la progression de l'investissement des administrations publiques de 21,4% et à la relance de l'investissement privé, en liaison avec la reprise prévue des activités du Bâtiment, la hausse de l'investissement dans le cadre des stratégies sectorielles et la consolidation des investissements directs étrangers.

La politique de l'Etat en matière de l'investissement public devrait continuer d'entretenir la demande intérieure. Il est prévu, dans ce cadre, la création d'un Fonds pour le soutien des investissements en 2011, qui sera alimenté par la moitié des recettes de privatisation et servira à attirer les investissements étrangers et à participer au financement de certains projets des stratégies sectorielles. Le secteur public devrait contribuer, considérablement, à l'effort d'investissement avec un montant global s'élevant à 166,3 milliards de dirhams en 2011.

3.3.3-Le commerce extérieur

Les échanges extérieurs du Maroc devraient bénéficier de la poursuite du dynamisme du commerce international, malgré une tendance haussière des cours de pétrole et des prix des produits alimentaires de base. De ce contexte, les importations de biens et services, bénéficiant de l'effet multiplicateur induit par la consolidation de la demande intérieure, devraient s'accroître à un rythme plus élevé d'environ 13,5%. Parallèlement, les exportations devraient connaître un ralentissement en 2011, avec une croissance de 9,4% au lieu de 20,5% enregistré en 2010.

De ce fait, le déficit en ressources qui exprime le solde des échanges de biens et services, devrait se creuser en s'établissant à 11,6% du PIB en 2011, au lieu de 10,3% du PIB en 2010.

3.4-Le financement de l'économie

3.4.1-Le revenu national brut disponible et l'épargne nationale

Les perspectives établies pour 2011 font ressortir une hausse de la consommation finale nationale en valeur (consommation des ménages et des administrations publiques) de près de 7,8%, légèrement supérieure au rythme d'évolution du PIB nominal de 7,2%. L'épargne intérieure devrait ainsi s'inscrire dans une tendance baissière en pourcentage du PIB, passant de 24,6% en 2010 à 24,1% en 2011.

Néanmoins, l'importance des revenus nets en provenance du reste du monde devraient compenser le recul du taux d'épargne intérieure. Ces revenus, sous l'effet, en partie, de la hausse des transferts des MRE, devraient représenter 7,8% du PIB en 2011 au lieu de 6,9% en 2010. Ils permettraient ainsi au revenu national brut disponible de s'accroître de 8,1%, rythme plus élevé que celui de la consommation finale nationale.

L'épargne nationale atteindrait, en conséquence, 32% du PIB en 2011 au lieu de 31,5% en 2010. Néanmoins, elle demeurerait en retrait par rapport au taux d'investissement qui devrait se situer à 35,6% du PIB au lieu de 34,2% en 2010. Le

compte Epargne-Investissement dégagerait, de ce fait, un déficit de financement, qui passerait de 2,7% du PIB en 2010 à 3,6% du PIB en 2011.

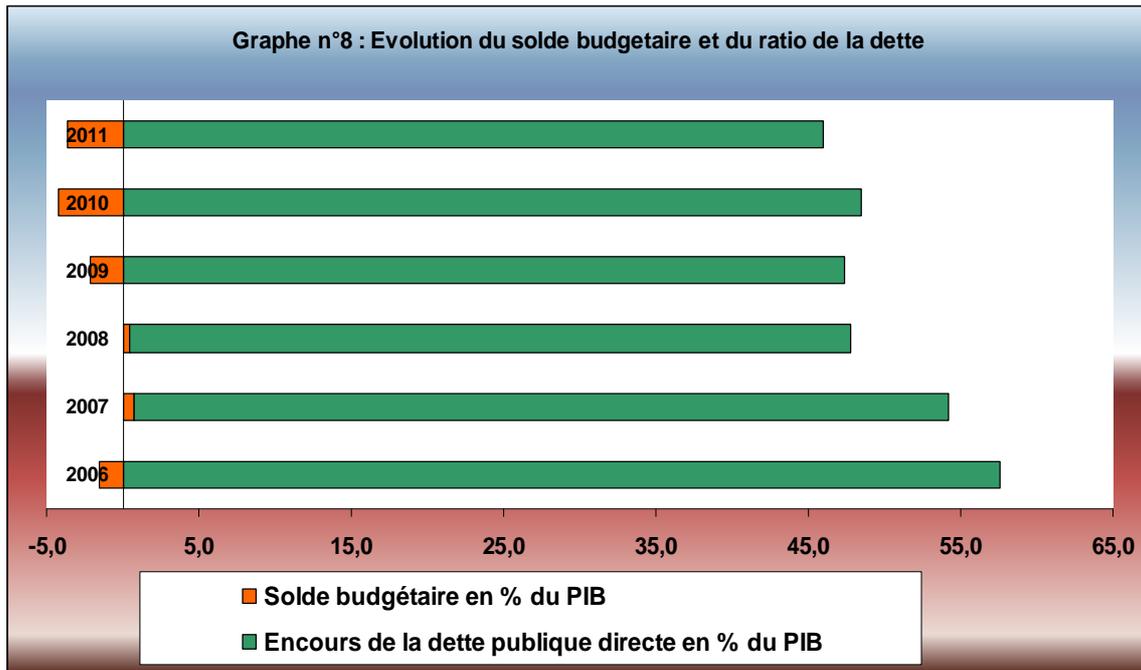
3.4.2-Les finances publiques

La politique budgétaire de l'Etat pour l'année 2011 s'inscrirait dans la logique des lois des finances précédentes visant la préservation des équilibres macroéconomiques, le soutien du pouvoir d'achat des ménages et la poursuite de la politique des grands chantiers d'infrastructures, dans un contexte caractérisé par le rétrécissement des marges de manœuvres budgétaire.

Un ensemble de réformes seront engagées à cet égard afin de renforcer la gouvernance des finances de l'Etat. Il s'agit notamment de:

- La poursuite des travaux de l'élaboration de la nouvelle loi Organique des Finances.
- La création du Fonds pour le soutien des investissements ;
- L'instauration du pôle financier Casablanca Finance City (CFC) pour les sociétés financières, exportatrices de services qui devraient bénéficier d'une exonération totale de l'IS durant les 5 premiers exercices : Les premières institutions y sont attendues pour le premier semestre 2011.
- l'instauration d'un régime fiscal en faveur des très petites entreprises (TPE) : l'IS a été revue à la baisse, en passant de 30 à 15%.
- Le lancement des trois plans d'épargne (Plan Epargne Actions, Plan Epargne Logement, Plan Epargne Education).

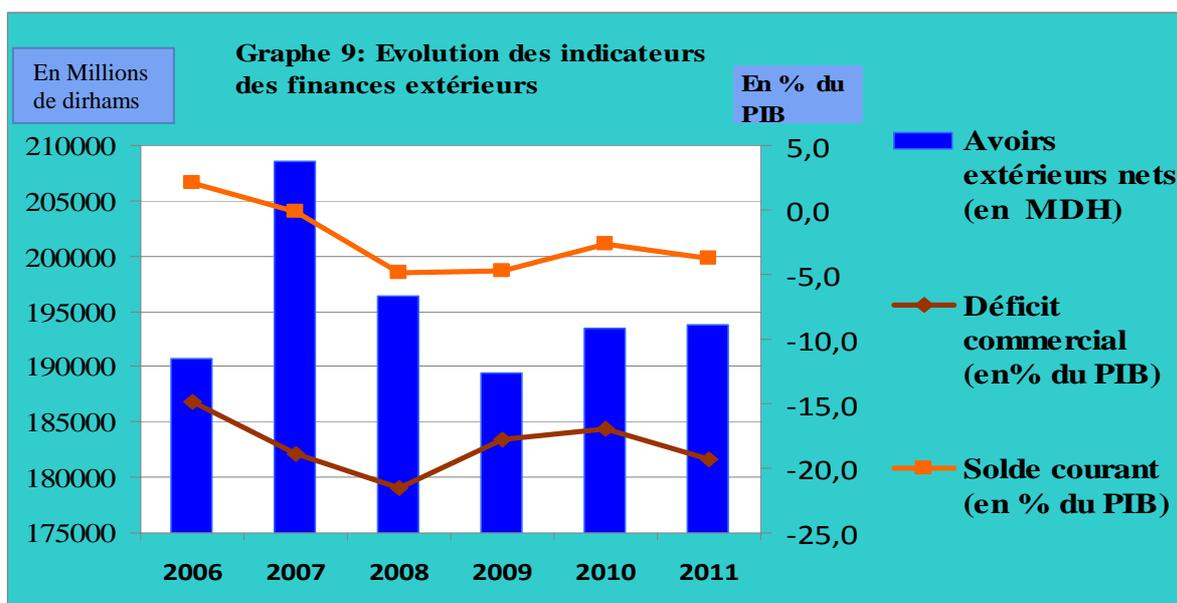
Dans ce cadre, les dépenses courantes devraient se maintenir à leur niveau de 2010, représentant 21,4% du PIB. Ceci serait attribuable à une augmentation modérée de la masse salariale de 7%, de l'effort de restriction des autres dépenses non salariées et du léger recul des charges de compensation retenues dans la loi des finances. Les dépenses d'investissement des administrations publiques devraient s'accroître de 21,4% en 2011. Au total, compte tenu d'une hausse prévisible des recettes courantes d'environ 8%, le budget de l'Etat devrait dégager un déficit global de 3,6% en 2011, en baisse par rapport à 4,2% du PIB en 2010.



3.4.3-Les finances extérieures

La balance des paiements devrait dégager une accentuation du déficit du solde des opérations courantes, qui passerait de 2,7% du PIB en 2010 à 3,6% du PIB en 2011. Ce revirement de tendance serait attribuable à l'accroissement du déficit en ressources qui représenterait 11,6% du PIB au lieu de 10,3% en 2010. Autrement dit, les excédents générés par le compte des services et celui des transferts courants n'arriveraient plus à couvrir le déficit structurel de la balance commerciale.

Par ailleurs, il convient de rappeler que les opérations financières ont été caractérisées en 2010 par un redressement des recettes des investissements directs étrangers et prêt privés pour se situer à 37 milliards de dirhams en 2010 au lieu de 28 milliards de dirhams en 2009. Les IDE ont augmenté de 29% en 2010 pour atteindre 32,5 milliards de dirhams. Néanmoins, les dépenses en matière d'investissements et prêts privés ont atteint 24 milliards de dirhams en 2010, soit une forte progression de 83,9% par rapport à 2009. Globalement, cette tendance à la hausse des IDE serait consolidée en 2011, suite à l'importance de flux de capitaux destinés aux pays émergents dont le Maroc étant donné la préservation de la stabilité de son cadre macroéconomique.



3.4.4-La masse monétaire et ses contreparties

Le marché monétaire aurait été marqué par un net ralentissement de la masse monétaire en 2010, progressant de 4,8% au lieu de 14,5% en moyenne annuelle de la période 2005-2008. Cette tendance s'explique par une quasi-stabilité des avoirs extérieurs nets et au ralentissement des crédits à l'économie qui n'auraient augmenté que de 7,4% au lieu de 19,2% en moyenne durant la période 2006-2009.

Dans ce contexte, la masse monétaire devrait progresser à un rythme de 9% en 2011 au lieu de 12,6% en moyenne annuelle de la période 2005-2009. Cette tendance, visant la stabilité du taux de liquidité, s'explique par une progression des crédits à l'économie de 10% et une stabilité des avoirs extérieurs nets.

Conclusion

Les perspectives économiques établies pour 2011 font ressortir quelques observations qui méritent d'être signalées :

- Les activités économiques non agricoles, après avoir marqué le pas sous l'effet de la crise économique mondiale, auraient repris leur sentier de croissance ascendante d'avant crise, particulièrement les services marchands. Les secteurs des industries de transformation autres que celles de l'agroalimentaire et du textile, certes, auraient enregistré des croissances élevées en 2010, sous l'effet du dynamisme des exportations des demi-produits et des produits finis. mais ces réalisations méritent d'être appréciées en dehors de l'effet mécanique induit par leurs rythmes de croissance négatifs de 2009. D'ailleurs, la croissance du secteur secondaire en 2011, y compris les industries de transformations, s'inscrirait dans sa tendance antérieure, soit un taux de 3,8%.
- De même, la demande intérieure continue de contribuer à la croissance économique, mais à un rythme moins soutenu que par le passé. Comparée à sa tendance antérieure, elle commence à présenter quelques signes de décélération, ce qui soulève des interrogations sur la capacité de l'économie nationale à maintenir une croissance tirée par la demande intérieure. La relance des exportations devient de ce fait, un impératif pour apporter le financement adéquat et entretenir le modèle de croissance tirée par la demande intérieure, notamment privée.
- Par ailleurs, le besoin de financement ressort clairement de la tendance à la baisse du taux d'épargne intérieure relevée ces dernières années. La consommation finale nationale absorbe de plus en plus une part importante du revenu national, ce qui réduit la disponibilité de ressources interne pour soutenir les efforts d'investissement. En fait, le gap entre le taux d'épargne intérieure et le taux d'investissement n'a cessé de se creuser, en passant d'une moyenne de 6,3% du PIB entre 2004-2007 à 11,5% entre 2008 et 2011.

- Si ce gap aurait été financé en partie par les revenus nets en provenance du reste du monde, représentant 7,1% du PIB par an en moyenne, il aurait subsisté, malgré cela un besoin financement d'environ 4,4% du PIB, qui pourrait être comblé par les IDE et les emprunts extérieurs. Autant de solutions qui restent liées à l'évolution de l'environnement international dont les risques de dégradation demeurent élevés. Ceci impose l'adoption, au niveau de l'économie nationale, de politiques appropriées pour une meilleure mobilisation de l'épargne intérieure.

Il convient de noter, à ce propos, que ces estimations des agrégats macroéconomiques pour 2010 seront actualisées par le Haut Commissariat au Plan au printemps 2011, lors de l'arrêté des comptes de la nation pour l'année 2010. Quant aux perspectives économiques de 2011, elles seront révisées au mois de juin, dans le cadre de l'élaboration du budget économique exploratoire pour l'année 2012.

ANNEXES STATISTIQUES

ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Croissance économique mondiale selon les grandes régions (en %)

Pays ou groupe de pays	2008	2009	2010*	2011**
-Monde.....	2,8	-0,6	5,0	4,4
-Economies avancées.....	0,2	-3,4	3,0	2,5
-USA.....	0,0	-2,6	2,8	3
-Zone Euro.....	0,5	-4,1	1,8	1,5
-Japon.....	-1,2	-6,3	4,3	1,6
- Pays en développement.....	6,0	2,6	7,1	6,5
-Asie	7,7	7	9,3	8,4
dont la Chine.....	9,6	9,2	10,3	9,6
-Afrique subsaharienne.....	5,5	2,8	5,0	5,5
-Moyen-Orient et Afrique du Nord	5,0	1,8	3,9	4,6
- Amérique latine.....	4,3	-1,8	5,9	4,3

Source : Perspectives économiques de la Banque Mondiale, Janvier 2011 NB : (*) Estimation, (**) Prévisions

Evolution des prix et du commerce mondial en volume (en %)

Rubriques	2008	2009	2010*	2011**
- Prix à la consommation :				
- Economies avancées.....	3,4	0,1	1,5	1,6
- Pays en développement.....	9,2	5,2	6,3	6
Commerce mondial en volume.....	2,9	-10,7	12,0	7,1
Cours du pétrole (moyenne en \$/baril)				
- selon le FMI.....	97,0	61,8	78,93	89,50
Parité Euro/dollar.....	1,5	1,37	1,33	1,39

Source : Les perspectives de la Banque Mondiale, Janvier 2011, (*) : Estimations et (**) : Prévisions

ECONOMIE NATIONALE

EVOLUTION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT **(En volume, prix de l'année précédente)** **(Variation en %)**

	2008	2009	2010*	2011**
• Valeur ajoutée du secteur Primaire.....	16,6	29,0	-7,1	2,0
• Valeur ajoutée non agricole.....	3,9	0,8	5,2	4,9
➤ Secteur Secondaire.....	3,6	-4,7	6,6	3,8
➤ Secteur tertiaire.....	4,1	3,9	4,4	5,4
• Total des valeurs ajoutées.....	5,7	5,0	3,1	4,4
• Droits et taxes nets des subventions.....	5,0	4,6	4,3	5,9
PIB non agricole en volume.....	4,1	1,3	5,0	5,0
PIB en volume	5,6	4,9	3,3	4,6
Variation du prix implicite du PIB	5,9	1,9	0,8	2,5
PIB en valeur (Millions de Dhs courants)	688843	736206	766460	821530
Variation en (%)	11,8	6,9	4,1	7,2

(*) : Estimations (**) : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Janvier 2011.

STRUCTURE DU PIB (En %)

Secteurs	2008	2009	2010*	2011**
Primaire	13,4	16,2	13,1	13,2
Secondaire	23,7	24,8	26,2	26,3
Tertiaire	62,8	59,0	60,7	60,4
Total	100	100	100	100

(*) : Estimation et (**) : Prévion établies par le Haut Commissariat au Plan. Janvier 2011.

EQUILIBRE DU PIB Aux prix courants

RUBRIQUES	2008	2009	2010*	2011**
PIB.....	688843	736206	766460	821530
	11,8	6,9	4,1	7,2
Consommation finale, dont :	518527	551669	578175	623248
	9,8%	6,4%	4,8%	7,8%
-Ménages résidents.....	400395	419392	442459	480068
	11,2%	4,7%	5,5%	8,5%
-Administrations publiques.	118132	132277	135716	143181
	5,3%	12,0%	2,6%	5,5%
FBCF.....	227465	226054	237357	258719
	18,1%	-0,6%	5,0%	9%
Variation des stocks.....	35095	38783	24253	33142
Exportations de biens et services.....	258165	210459	253552	277306
	17,2%	-18,5%	20,5%	9,4%
Importations de biens et services.....	350409	290759	326876	370885
	26,7%	-17%	12,4%	13,5%

NB : - Valeurs en millions de dirhams courants. -Variations en %.

- (*) : Estimations et (**) : Prévions établies par le Haut Commissariat au Plan. Janvier 2011.

EQUILIBRE DU PIB

(Croissance en volume en %)

RUBRIQUES	2008	2009	2010*	2011**
PIB.....	5,6	4,9	3,3	4,6
Consommation finale, dont:	5,7	5,6	3,8	4,9
-Ménages résidents.....	6,0	4,0	4,4	5,5
-Administrations publiques...	4,8	11,2	1,8	2,9
FBCF.....	11,5	2,5	3,5	6,5
Exportations de biens et services.....	7,3	-12,3	14,4	7,9
Importations de biens et services.....	12,2	-6,5	5,7	6,3

(*) : Estimations et (**) : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Janvier 2011.

CONTRIBUTION DES AGREGATS DE LA DEMANDE FINALE A LA CROISSANCE

(En nombre de points de croissance)

RUBRIQUES	2008	2009	2010*	2011**
PIB.....	5,6	4,9	3,3	4,6
Consommation Finale, dont :	4,4	4,2	2,8	3,7
-Ménages Résidents.....	3,5	2,3	2,5	3,2
-Administrations Publiques...	0,9	1,9	0,3	0,5
FBCF.....	3,6	0,8	1,1	2
Variation des stocks.....	0,5	1,7	-2,5	-1,1
Echanges extérieurs de biens et services.....	-2,9	-1,3	1,9	-0,1

(*) : Estimations et (**) : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Janvier 2011.

REVENU NATIONAL BRUT DISPONIBLE ET SON AFFECTATION

RUBRIQUES	2008	2009	2010*	2011**
PIB.....	688843	736206	766460	821530
Revenu National Brut Disponible	745150	779698	819419	885885
Variation en %.....	10,9	4,6	5,1	8,1
Consommation finale nationale...	518527	551669	578175	623248
Epargne intérieure (en MDH)	170316	184537	193318	210529
En % du PIB.....	24,7	25,1	24,6	24,1
Epargne nationale (en MDH)	226623	228029	239017	261221
En% du PIB.....	32,9	31,0	31,5	32

(En millions de dirhams courants)

(*): Estimations et (**): Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Janvier 2011.

COMPTE EPARGNE-INVESTISSEMENT

(En % du PIB)

Rubriques	2008	2009	2010*	2011**
Investissement brut.....	38,1	36,0	34,2	35,6
Revenus nets en provenance du reste du monde.....	8,2	5,9	6,9	7,8
Epargne nationale.....	32,9	31,0	31,5	32,0
Solde de financement.....	-5,2	-5,0	-2,7	-3,6

(*): Estimations et (**): Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Janvier 2011.

LES FINANCES PUBLIQUES

(Non compris part des collectivités locales dans TVA)

(En % du PIB)

Rubriques	2008	2009	2010*	2011**
Recettes courantes	25,2	22,0	19,9	20,1
- Recettes fiscales.....	24,3	20,7	19,5	19,2
Dépenses courantes	22,8	20,7	21,4	20,1
- Personnel.....	10,2	10,2	10,5	10,5
- Autres biens et services.....	5,4	6,3	5,4	5,2
- Intérêts de la dette.....	2,6	2,4	2,3	2,3
- Compensation.....	4,6	1,7	3,3	2,1
Solde courant.....	4,2	2,9	0,2	1,8
Dépenses d'équipement.....	5,5	6,3	5,2	5,9
Solde global	0,4	-2,2	-4,2	-3,6

(*) : Estimations et (**) : Calcul fait par le Haut Commissariat au Plan sur la base de la LF 2011.

LES FINANCES EXTERIEURES

(En % du PIB)

RUBRIQUES	2008	2009	2010*	2011**
Déficit en ressources.....	-14,1	-11,6	-10,3	-11,6
Solde courant de la balance de paiements.....	-4,9	-4,7	-2,7	-3,6

(*) : Estimation et (**) : Prévision établies par le Haut Commissariat au Plan. Janvier 2011.